

Association Française de Science Politique

14^{ème} Congrès national

Montpellier, 2017

Section Thématique 07

« Que fait le New Public Management aux politiques environnementales ? »

« What does New Public Management make to Environmental Policies? »

Responsables de la ST

Sylvain Barone

Chargé de recherche en science politique, IRSTEA, Montpellier, France.

Sylvain.barone@irstea.fr

Joana Guerrin

Post-doctorante en science politique, Université de Lausanne, Suisse.

Joana.guerrin@unil.ch

Appel à communications

Que fait le *New Public Management* aux politiques environnementales ?

L'expression *New Public Management* (NPM) a été utilisée à partir des années 1980 pour qualifier un vaste ensemble de changements intervenus dans le secteur public dès la fin des années 1970 : l'application à l'administration de techniques de gestion en vigueur dans le secteur privé ; mise en concurrence entre individus, services ou organisations afin d'accroître leur performance ; ou encore valorisation des managers et des usagers au détriment des responsables politiques (Pollitt et Bouckaert, 2011).

Le NPM n'est pas sans effet sur les politiques environnementales. Il contribue à la structuration de réformes administratives désormais marquées, entre autres, par la recherche d'économies (Lascoumes et al., 2014), au choix d'instruments de politiques publiques proches du marché, comme l'échange marchand de permis carbone ou la mise en œuvre de paiements pour services environnementaux (Petitimberty, 2016), ou encore à la remise en cause d'outils traditionnels de solidarité et à la valorisation d'acteurs privés, comme par exemple en matière d'inondations (Guerrin, 2014). Ainsi, le nouvel impératif des politiques environnementales consiste désormais, schématiquement, à combiner efficacité environnementale et réduction des coûts de l'action publique.

Ce phénomène d'intégration, dans les politiques environnementales, de la doctrine néolibérale (dont le NPM est la déclinaison dans l'ordre administratif et les politiques publiques) a été analysée à l'aide de notions comme celle de « modernisation écologique » dans les travaux de science politique relativement pionniers de M. A. Hajer (1996), ou encore à l'aide de celles de « green neoliberalism » (Bakker 2010) ou d'« eco-managerialism » (Luke, 1999) par la géographie critique anglo-saxonne (courant de la *political ecology*). Ces appellations recouvrent des réalités sensiblement différentes, mais toutes font références à l'intégration de recettes et de principes néo-managériaux dans les politiques environnementales, que ce soit dans le fonctionnement des bureaucraties concernées, les orientations ou l'instrumentation des politiques publiques.

Que fait ce tournant néo-managérial aux politiques environnementales ? Quels en sont les effets ? Comment les comprendre et les analyser ? Comment les logiques néo-managériales s'hybrident-elles avec des schémas de pensée et d'action sectoriels préexistants ? Cette section thématique propose de dresser un bilan de la rencontre entre NPM et politiques environnementales et de participer ainsi à l'étude d'un domaine de l'action publique encore peu étudié sous cet angle, notamment dans le champ de la science politique française. Afin d'ouvrir au maximum la discussion et ne pas simplifier l'analyse de ce phénomène, nous favoriserons la diversité des politiques environnementales étudiées (biodiversité, risques, climat, etc.), des échelles et des contextes nationaux, infra ou supra-nationaux.

Les propositions s'inscriront prioritairement dans un ou plusieurs des axes suivants :

Axe 1 : Les logiques de pénétration du NPM dans les politiques environnementales. Le premier axe d'analyse vise à dresser un bilan du phénomène étudié, à travers des études de cas contrastées, et à favoriser l'émergence d'hypothèses explicatives de ce phénomène. Comment le NPM s'imisce-t-il dans les politiques environnementales ? Comment expliquer ce phénomène : développement « normal » du néo-libéralisme ou stratégies d'acteurs pour rendre l'environnement compatible avec les injonctions libérales dominantes (Cini, 1996) ?

Axe 2 : Tournant néo-managérial et sens des politiques environnementales. Il apparaît fondamental d'étudier la question du changement de sens des politiques environnementales suite au tournant néo-managérial. Quelles sont les résistances, les conflits de sens et les hybridations observés ? Quels sont les opérateurs de traduction entre NPM et politiques environnementales ? Si un référentiel de politique environnementale ne semble pas pouvoir être repéré, par exemple dans le cas français, à l'aide de quels outils conceptuels analyser ce changement (paradigmes, récits, coalitions discursives...) ?

Axe 3 : Tournant néo-managérial et instrumentation des politiques environnementales. Ce troisième axe d'analyse vise à décentrer le regard en direction des dispositifs d'action publique. En quoi le NPM change-t-il l'instrumentation des politiques environnementales ? Des instruments et outils proches du marché existaient déjà avant le tournant néo-managérial dans le domaine de l'environnement. Cependant, comment analyser la cohabitation d'instruments d'inspirations diverses, leurs évolutions, le remplacement de certains par d'autres, et, à nouveau, les hybridations à l'œuvre ?

Les résumés doivent parvenir par mail aux organisateurs avant le 15 octobre 2016.

What does New Public Management make to Environmental Policies?

The term New Public Management (NPM) was used from the 1980s to describe a wide range of changes in the public sector in the late 1970s: application to the administration of management techniques from the private sector; introduction of competition between individuals, departments or organizations to increase their performance; and the valuation of managers and users at the expense of politicians (Pollitt and Bouckaert, 2011).

NPM does have impacts on environmental policies. As Lascoumes and al. (2014) have shown for the French case, NPM had effects on administrative reforms such as the merger of the Ministry of the Environment, Infrastructure, and Industry. Environmental policies now favor the instruments within a market-oriented rationale as carbon markets or payments for environmental services (Petitimbart, 2016). Finally, traditional tools of the welfare state are being criticized, and private actors actions empowered in the name of sustainability, for example in the floods management domain (Guerrin, 2014). More broadly, environmental policies are now expected to combine environmental effectiveness with cost-reduction strategies.

This integration of neoliberal doctrine into the environmental policies was already analyzed by concepts such as the "ecological modernization" in the pioneering work of MA Hajer (1996), or using "green neoliberalism" (Bakker 2010) or "eco-managerialism" (Luke, 1999) by the Anglo-Saxon critical geography (in political ecology). These concepts reflect slightly different realities, but they all make reference to the integration of neo-managerial principles into environmental policies, whether in the functioning of bureaucracies, or orientations, or instrumentation of public policies.

What is this neo-managerial turn doing to environmental policies? What are the effects of the combination of NPM with environmental concerns? How shall we understand and analyze this phenomenon? The scientific project to which this thematic section offers to contribute aims at strengthening the study of the evolution of a public policy domain that is not enough looked at by political science scholars. However, this angle seems particularly fruitful to understand the changes affecting public policy more broadly defined. We will pay particular attention to phenomena of hybridization between neo-managerial logics and the persistence of sector-based patterns of thought and action. Finally, we wish to promote a discussion not to simplify the analysis of this phenomenon by encouraging the contrasting case studies built on different scales, and on different national, infra or supra-national contexts.

Expected proposals should be developed within at least one of the following themes:

Theme 1: Logics of NPM penetration within environmental policies. The aim of the analysis is here to take stock of the studied phenomenon, through contrasting case studies, and to enable the emergence of hypotheses to explain this phenomenon. How is NPM interfering with environmental policies? Is this phenomenon a "regular" development of neoliberalism or is it explained by strategies of actors aiming at making the environment compatible with the dominant liberal injunctions (Cini, 1996) ?

Theme 2: Managerial turn and the meaning of environmental policies. It is important to consider the actual effects of the managerial turn on the meaning of the environmental policies. How does the rise of managerial orthodoxy change the meaning of environmental policies? Does one notice conflicting representations in this hybridization between the

environmental policies and NPM, conflicting worldviews or interpretative schemes? If one environmental policy “referential” does not seem to be noticed, at least in the French case, with what conceptual tools should we analyze these changes (paradigms, narratives, discursive coalitions...)?

Theme 3 : The managerial turn and the instrumentation of environmental policies. The third theme of this session proposes to change the look at the policy-making towards its tools and instruments. How is NPM bringing changes to the instrumentation of environmental policies ? Instruments and market-oriented tools existed before this neo-managerial turn, even in the field of the environment. However, shall we analyze the coexistence of instruments of various inspirations, their evolution, the replacement of some by others, and , again , the hybridizations at work ?

Propositions of communications are expected before the 15th of October 2016.

Bibliographie/Bibliography

- Bakker K. (2010) “The limits of ‘neoliberal natures’: Debating green neoliberalism”, *Progress in Human Geography*, 34(6), 715-735.
- Hajer M. A. (1995) *The Politics of Environmental Discourse: Ecological Modernization and the Policy Process*, Oxford, Oxford University Press.
- Lascoumes P., Bonnaud L., Le Bourhis J.-P., Martinais E. (2014) *Le développement durable, une nouvelle affaire d’Etat ?*, Paris, PUF.
- Luke, T. (1999) “Eco-managerialism: Environmental Studies as a Power Knowledge Formation”, in F. Fisher, M. A. Hajer (Ed.), *Living with Nature: Environmental Politics as Cultural Discourse*, 103-120, Oxford, Oxford University Press.
- Petitibert, R. (2016) « Quantifier pour manager. L’émergence des paiements pour services environnementaux au sein des politiques publiques environnementales françaises », *Développement durable et territoires.*, 7(1).
- Pollitt C., Bouckaert G. (2011) *Public Management Reform: A Comparative Analysis.* , Oxford, Oxford University Press.